dont on se plaint soient arrivés, ne pouvoient ni en Justice, ni en raison, ni selon ce qui se pratique constamment entre toutes les Puissances les plus respectables, être saisis ou arrêtés par représailles.

Les différens faits que l'on vient de détailler, sont si clairement établis & prouvés dans le rapport ci-joint, que je ne répéterai pas les raisons particulières & les autorités qui sont alléguées pour les appuyer, & pour justifier la conduite & les procédures dont il est question. Le Roi se persuade, que ces raisons suffiront aussi pour déterminer le jugement de tout le monde impartial dans le cas présent. Il est important d'observer sur cette matière, que la dette sur la Silésie fut contractée par le feu Empereur Charles VI, qui s'engagea non-seulement de remplir les conditions énoncées dans le Contract, mais encore de donner aux créanciers telle autre sûreté ultérieure qu'ils pourroient raisonnablement demander à l'avenir. Cette condition auroit été très-mal exécutée par un transport de cette dette qui eût donné pouvoir à un tiers de la saisir & de la confisquer. Vous ne serez pas surpris, Monsieur, que dans une affaire qui a si fort allarmé toute la Nation, laquelle est en droit de réclamer la protection que le Roi ne sauroit se dispenser de lui accorder, Sa Majesté ait pris du tems pour faire examiner les choses à fonds, & qu'elle se trouve obligée, par les faits, d'adhérer à la justice & à la légalité de ce qui s'est passé dans les Tribunaux, & de ne pas admettre les procédés irréguliers qu'on a tenus ailleurs.

La dernière guerre a fourni nombre d'exemples qui auroient dû convaincre toute l'Europe, combien les Tribunaux d'ici rendent justice scrupuleusement en de pareilles occasions. Ils ne se sont pas